

Arrêté préfectoral n° **25-2024-09-13-00007** du **13 septembre 2024**
portant modification de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars
2007 autorisant la société ALLRIM à exploiter une installation de formulation de
prépolymères et fabrication de pièces plastiques sur le territoire de la commune de
AUDINCOURT

Le Préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les titres 1^{ers} des parties V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, et plus particulièrement ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Madame VALLEIX Nathalie ;

VU le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 autorisant la société ALLRIM à exploiter une installation de formulation de prépolymères et fabrication de pièces plastiques sur le territoire de la commune de AUDINCOURT ;

VU l'arrêté n° 25-2024-01-29-00002 du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

VU la demande présentée le 17 mars 2023 par la société ALLRIM, en vue de mettre à jour les prescriptions applicables à son installation sur la commune de Audincourt ;

VU le rapport du 22/08/2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 21 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel en date du 27 août 2024 sur le projet d'arrêté modifié ;

CONSIDÉRANT que l'actualisation des activités autorisées et pratiquées par la société ALLRIM n'induit pas d'impact supplémentaire au regard des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement et peut dès lors être actée par arrêté préfectoral de mise à jour de classement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées par la société ALLRIM de son arrêté d'autorisation consistent à mettre à jour les prescriptions au regard des évolutions apportées au process et des activités véritablement réalisées sur le site ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications n'engendrent pas de modification des conclusions de l'étude de dangers et de l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées n'entraînent pas de danger ou inconvénient significatif (voire, que certaines d'entre elles diminuent les dangers ou inconvénients) pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
4110-2a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Stockage IPDI Quantité max. : 4 tonnes
4120-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage H12MDI Prépolymère TDI Quantité max : 4 tonnes
4130-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3, pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans	Transparents BY Base IPDI et H12MDI Quantité max : 4

Rubrique	Régime (A, E, D, DC)	Désignation des installations	Niveau d'activité
		l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	tonnes
4726-2	D	2,4-diisocyanate de toluène ou 2,6-diisocyanate de toluène. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	Stockage TDI et prépolymère à base de TDI Quantité max : 1,5 tonnes
2660-b	D	Fabrication industrielle ou régénération de polymères. Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production étant : b) Supérieure à 1 t/j mais inférieure ou égale à 10 t/j	Formulation résine 2 t/jour

Régime : (A) autorisation ; (E) enregistrement ; (DC) déclaration avec contrôle ; (NC) non classé.

ARTICLE 2 – Conditions générales de rejet

La prescription figurant à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacée par la suivante :

	Hauteur en m	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Cheminée de l'installation d'extraction	7 m	10 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3 – Quantités maximales rejetées

La prescription figurant à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacée par la suivante :

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux	g/h	kg/an
Poussières	160	/
COVNM (exprimées en carbone total)	790	1520
COV R40 halogénés et COV Annexe III	610	1168

COV R45, R46, R49, R60, R61	0,6	0,04
TDI	0,1	0,2
MDI	0,1	0,2

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.

ARTICLE 4 – Emploi et stockage de produits toxiques

L'alinéa figurant sous le chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est supprimé.

ARTICLE 5 – Contrôle des opérations de mélange et de fabrication de prépolymères

La prescription figurant à l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacée par la suivante :

L'utilisation d'amines toxiques est interdite sur le site.

Chaque opération de mélange ou de fabrication de prépolymères fait l'objet d'une procédure précisant les paramètres critiques de fonctionnement, les vérifications à effectuer, les précautions à prendre et les modalités d'intervention en cas de situation anormale.

Pour chaque opération, l'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation normale des paramètres critiques de fonctionnement et met en place les dispositifs nécessaires pour surveiller et maintenir ces paramètres à l'intérieur de ces plages.

L'installation doit être équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages définies précédemment. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations.

ARTICLE 6 – Matières premières

La prescription figurant à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est supprimée.

ARTICLE 7 – Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

La prescription figurant à l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacée par la suivante :

L'exploitant fait procéder à des mesures annuelles, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres visés au chapitre 3.2.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L514-5 et L514-8 du code de l'environnement.

Ces mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives de l'activité et notamment dans les conditions de rejet les plus défavorables au regard des émissions en COV (phases d'utilisation de prépolymères avec une teneur en isocyanates supérieure à 10%).

ARTICLE 8 – Bilan environnement annuel

La prescription figurant à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral 2007/DDD/5B/N° 2007 2103 01497 du 21 mars 2007 susvisé est remplacée par la suivante :

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Besançon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours

administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société ALLRIM dont le siège social est situé ZA des Arbletters, 5 rue de la Jalésie, 25401 AUDINCOURT.

ARTICLE 5 - Exécution

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, la société ALLRIM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune d'AUDINCOURT.

Fait à Besançon, le **13 SEP. 2024**

Le Préfet,

Par délégation,
La Secrétaire Générale,


Nathalie VALLEIX